

Association
AGENCE REGIONALE DU TOURISME GRAND EST
Siège social :
24 rue de Verdun
68000 COLMAR
N° Siren 848 825 196

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Sàrl JMK
Société de commissariat aux comptes inscrite

4 rue de la Montagne
BP 1116
68052 MULHOUSE Cedex

Tél. : 03 89 64 40 00

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **AGENCE REGIONALE DU TOURISME GRAND EST**, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ils se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan :	4 933 111 €
- Total des produits d'exploitation :	8 843 693 €
- Résultat net comptable (déficit) :	- 229 920 €

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous avons plus particulièrement examiné le mode de comptabilisation des subventions publiques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MULHOUSE, le 11 juin 2025

**Le Commissaire aux Comptes
SÀRL JMK**

Signé par Yves Sibourg
Le 11/06/2025

ID: tx_wEKJrBx397d3



**Yves SIBOURG
Expert-Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit**

Agence Régionale du Tourisme Grand Est

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations incorporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	4 028	4 028		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		4 028	4 028		
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	109 789	61 628	48 160	68 703
		Inst.techniques, mat.out.industriels	849 265	716 594	132 670	152 038
Immobilisations corporelles en cours						
TOTAL		959 054	778 223	180 830	220 741	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	2 000	2 000			
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	2 100		2 100	2 043	
TOTAL		4 100	2 000	2 100	2 043	
Total I		967 182	784 251	182 930	222 785	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	68 678	1 856	66 822	71 444
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	4 113 133		4 113 133	4 260 566
	TOTAL		4 181 812	1 856	4 179 956	4 332 010
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		414 096		414 096	127 281	
		156 128		156 128	119 515	
Total II		4 752 036	1 856	4 750 180	4 578 807	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		5 719 218	786 107	4 933 111	4 801 593	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	2 577 380	2 577 380
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	-54 770	20 570
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-229 920	-75 340
	Situation nette (sous-total)	2 292 689	2 522 609
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	61 313	24 923
	Provisions réglementées		
Total I		2 354 002	2 547 532
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	450 626	446 478
Total III		450 626	446 478
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	66 836	579
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 264 953	1 024 162
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	699 151	701 664
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	97 540	81 174
Total IV		2 128 482	1 807 581
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 933 111	4 801 593
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	66 836	579
	(2) Dont emprunts participatifs		

Agence Régionale du Tourisme Grand Est

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	11 600	13 200
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	19	
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 544 460	7 877 627
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	142 814	179 037
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	144 800	219 567
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	8 843 693	8 289 432
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	4 748 104	4 459 108
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	318 797	317 181
	Salaires et traitements	2 412 021	2 268 363
	Charges sociales	1 131 748	1 006 963
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	89 290	106 453
	Dotations aux provisions	5 075	2 265
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	321 374	225 737
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	9 026 411	8 386 073
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-182 717	-96 640

Agence Régionale du Tourisme Grand Est

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	57 179	8 592
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	0	73
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	57 180	8 666
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		108
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		108
	2. Résultat financier (III-IV)	57 180	8 557
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-125 537	-88 083
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	8 681	9 584
	Sur opérations en capital	44 233	5 993
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	52 914	15 578
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	147 383	1 331
	Sur opérations en capital	1 538	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	148 921	1 331
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	-96 007	14 246
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	8 376	1 504
	Total des produits (I + III + V)	8 953 788	8 313 676
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	9 183 709	8 389 017
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	-229 920	-75 340
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total		
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total		



Agence Régionale du Tourisme Grand Est

Annexe



Page : 18 / 46

Table des matières

1	Objet social	3	
2	Description des moyens mis en œuvre	4	
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture		6
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6	
3.2	Faits caractéristiques postérieures à la clôture	6	
4	Principes et méthodes comptables	7	
4.1	Principes généraux	7	
4.1.1	Changements de méthode comptable	7	
4.2	Principales méthodes comptables	7	
5	Informations relatives aux postes du bilan	8	
5.1	Actif immobilisé	9	
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9	
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10	
5.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	11	
5.2	Actif circulant	12	
5.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	13	
5.4	Fonds propres	14	
5.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	14	
5.4.2	Subventions d'investissement	17	
5.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	18	
5.6	Provision pour risques et charges	18	
5.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	18	
5.7	Dettes	20	
5.7.1	Précisions sur d'autres dettes	20	
5.8	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	20	
6	Informations relatives au Compte de résultat	22	
6.1	Produits du compte de résultat	23	
6.1.1	Cotisations	23	
6.1.2	Produits de tiers financeurs	23	
7	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants		26
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	26	
7.2	Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat		26

1 Objet social

L'Agence Régionale du Tourisme Grand Est est appelée, conformément aux dispositions du code du tourisme à :

- Promouvoir et coordonner des actions de promotion touristique de la région Grand Est au niveau au niveau régional, national et international (Code du tourisme, Art. L.131-5 et – 8 al. 2) et notamment des cinq destinations touristiques (l'Alsace, l'Ardenne, la Champagne, la Lorraine et les Vosges) et des six thématiques signatures du Grand Est (tourisme de mémoire, itinérance, tourisme patrimonial et culturel, œnotourisme et gastronomie, tourisme de nature, thermalisme et bien être) ;
- Mettre en œuvre des actions touristiques d'intérêt interrégional, national ou international (Code du tourisme, Art. L.131-6) ;
- Mettre en œuvre des actions relevant de la politique touristique régionale dans le domaine des études, de la planification, de l'aménagement et de l'équipement, des aides aux hébergements, des assistances techniques à la promotion et à la commercialisation ainsi que la formation professionnelle. L'Agence régionale du tourisme assure le suivi des actions ainsi engagées (Code du tourisme, Art. L.131-8) ;
- Renforcer l'attractivité générale du Grand Est, par délégation de la Région Grand Est, sur la scène nationale et internationale en s'appuyant sur son portefeuille de marques et l'ensemble des éléments de l'attractivité ;
- Dynamiser l'offre par l'innovation touristique pour répondre aux attentes des clientèles,
- Observer, analyser, anticiper les évolutions du secteur touristique au service des professionnels du tourisme de la région ;
- Assurer des missions de formation des professionnels du tourisme et de l'accueil touristique notamment ;
- Contribuer au développement de la filière écotourisme pour l'ensemble des cinq destinations touristiques du Grand Est ;
- Emettre un avis technique et jouer un rôle de conseil, à la demande du Conseil régional, sur les demandes de subvention concernant des équipements et hébergements touristiques ;

- Innover, accompagner les acteurs et concevoir des idées nouvelles pour répondre aux attentes des visiteurs des cinq destinations du Grand Est notamment en matière de solutions digitales ;
- Accompagner la commercialisation de prestations de services touristiques, offrir des produits à la vente, commercialiser et fournir des services en rapport avec ses activités, par dérogation à l'article L.442-7 du Code du commerce ;
- Apporter son concours à la réalisation d'événements d'envergure régionale destinés à renforcer la notoriété des destinations de la Région Grand Est.

Enfin, l'Agence régionale du tourisme Grand Est peut se voir confier des attributions complémentaires par le Conseil régional, ainsi que, par voie de convention, par d'autres collectivités territoriales ou d'autres personnes morales de droit public ou de droit privé.

2 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Financières :

- Des subventions et contributions de toute nature de l'Etat, de la Région, de l'Union Européenne, des départements, des Communes et de leurs groupements (métropoles, agglomérations ...) et tous autres organismes publics ou privés ;
- Des participations de tous autres organismes intéressés ainsi que des personnes privées ;
- Des redevances pour services rendus en lien avec son objet ;
- Des intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association ;

Humaines :

L'effectif moyen 2024 s'élève à 45 salariés.

Organisationnelles :

- Conseil d'administration
- Bureau composé de :
 - Président
 - Vice-présidents
 - Trésorier
- Groupe de travail et commissions

L'ART GE définit et met en œuvre une stratégie et des moyens pour soutenir et développer le tourisme en Grand Est dans le cadre des orientations définies par le Schéma Régional de Développement Touristique 2023-2028 de la Région Grand Est.

Dans cette logique, elle assure :

- le marketing de l'offre touristique régionale auprès du grand public et des prescripteurs français et internationaux, via le déploiement d'une stratégie de marketing et d'attractivité qui s'appuie sur la marque « Explore Grand Est » et la plateforme Explore Grand Est.
- le marketing de l'offre de services propre à l'ART GE auprès des instances territoriales et des socioprofessionnels, via le déploiement d'outils et de services dédiés.

Véritable acteur opérationnel, l'Agence agit également comme centre de ressources et d'expertise, notamment sur le traitement des datas, la prospective, le tourisme durable, l'IA, la professionnalisation et la formation, pour tous ses partenaires en leur permettant de bénéficier de réseaux professionnels actifs au niveau régional via ces deux clubs : Croissance Tourisme Grand Est et Nova Grand Est

L'ART GE déploie sa stratégie selon trois axes :

Piloter : l'Agence met à disposition de tous les acteurs du tourisme des analyses et des données sur l'économie touristique locale, nationale et internationale : études sur l'offre, les clients, les marchés, bilans saisonniers et annuels, chiffres clés, veille des tendances, prospective sectorielle. Ces données clés nous permettent d'anticiper les évolutions du marché et d'orienter les décisions stratégiques.

Progresser : l'Agence accompagne les partenaires dans leur montée en compétences et enrichir leur expertise, l'Agence propose des solutions d'accompagnement à travers son programme de formation Explore Grand Est Académie, son programme de formation et sa chaîne de podcast et son Centre de Ressources Tourisme Durable, avec l'autodiagnostic EcoBoussole et le parcours prestataires durables.

Performeur : l'Agence soutient la performance économique des prestataires du Grand Est, elle met en oeuvre une stratégie de promotion et d'attractivité à travers une plateforme en ligne, des campagnes de communication nationales et des actions de promotion commerciales à l'international.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

Pour information, pour l'année 2024, la Région Grand Est a attribué à l'ARTGE par décision n° 23SP-2125 en date du 15 décembre 2023 une subvention de fonctionnement, d'un montant maximum de 7.000.000 € pour les frais de fonctionnement et les actions de l'agence.

Cette subvention a été consommée à hauteur de 97,7 % par l'Agence (6.837.041,07 €).

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels ont été établis en conformément aux principes suivants :

- Continuité d'exploitation
- Séparation des exercices
- Coûts historiques
- Permanence des méthodes

4.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

4.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	20 186		16 158	4 028
Immobilisations corporelles	997 408	49 375	87 733	959 054
Immobilisations financières	4 044	56		4 100
Total	1 021 68	49 431	103 891	967 182

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	20 186	0	16 158	4 028
Immobilisations corporelles	776 666	89 290	87 733	778 223
Immobilisations financières				
Total	796 853	89 290	103 891	782 251

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	3 à 1 an
Immobilisations corporelles	Linéaire	10 ans à 1 an
Immobilisations financières		

5.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	A à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	2 000			2 000
Total	2 000			2 000

Les participations détenues au 31 décembre s'élèvent à 2.000 € correspondant à la détention d'une action dans le capital de la SEML Touristique du Grand Verdun.

Si, en fin d'exercice, la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'achat, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Cette participation a été dépréciée à hauteur de 100 % soit 2.000 €.

5.2 Actif circulant

5.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Détail des charges constatées d'avance	Montant		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Location matériel de bureau & informatique	5 644		
Assurance	30 872		
Renouvellement nom du domaine	8 279		
Abonnement presse / observatoire	14 232		
Forfait DPO	4 500		
Frais déplacement	8 389		
Licences / redevances	71 198		
Autres	13 014		
TOTAL	156 128		

5.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	2 340	928	1 412	1 856
Immobilisations financières				
Total	2 340	928	1 412	1 856

5.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	2 577 380							2 577 380
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Report à nouveau	20 570	-75 341						-54 770
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Excédent ou déficit de l'exercice	-75 341	-75 341		-229 920				-229 920
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »								
Situation nette (sous-total)	2 522 609	0		-229 920				2 292 689
Fonds propres (Dotations) consommables								
Subventions d'investissement	24 923			49 375		12 985		61 313
Provisions réglementées								
Total	2 547 532	0		-180 545		12 985		2 354 002

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts **à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

5.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

— Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	60 000	49 375		109 375
Quotes-parts virées au résultat	-35 077	-12 985		-48 062
Montant net en fonds propres	24 923	36 390		61 313

5.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	446 479	4 148		450 627
Provisions pour charges				
Total	446 479	4 148		450 627

5.6 Provision pour risques et charges

5.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	450 627	91 878	542 505
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

- Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Cette année, la provision d'indemnités de départ en retraite a été calculée par la structure.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : âge légal (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 3.20% (3.70% en N-1),
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1% (idem en N-1).

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 62.14% pour les cadres et 56.93% pour les non-cadres.

Le montant non provisionné correspond à un contrat d'assurance souscrit en 2007 par le Comité Régional du Tourisme de Champagne Ardenne au titre des indemnités de départ à la retraite.

Le fond collectif au 31/12/2024 s'élève à 91 878.59€.

L'engagement pour indemnité de départ à la retraite a été calculé, par le client, selon la méthode explicitée ci-dessus et s'élève donc à 542 505 €.

De ce fait, la provision pour le montant des indemnités de départ à la retraite non couvertes par le contrat d'assurance est de 450 627 €.

La provision a donc été ajustée en conséquence par une dotation de provision de 4 148€.

5.7 Dettes

5.7.1 Précisions sur d'autres dettes

5.7.1.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance au 31/12/2024 s'élèvent à 97 541€ qui correspondent à des charges concernant 2025 mais réglées sur le budget 2024.

5.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus de 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus de 1 an	Échéances à plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1) Autres				Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
				— à 1 an au maximum à l'origine				
				— à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant :								
Créances Clients et Comptes rattachés	66 822	66 822		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	66 836	66 836		
Créances reçues par legs ou donations				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 264 953	1 264 953		
Autres	4 179 956	4 179 956		Dettes des legs ou donations				
Charges constatées d'avance	156 128	156 128		Dettes fiscales et sociales	699 152	699 152		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)				
				Produits constatés d'avance	97 541	97 541		
TOTAL	4 402 906	4 402 906		TOTAL	2 128 482	2 128 482		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice				
				(3) Dont garanties par des suretés réelles				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Dans les autres créances figurent notamment des produits à recevoir correspondant à :

- *FEDER sur l'action* :
 - Mobilité et tourisme de groupe 2021-2024 = 46 546€
 - Pole développement des territoires et tourisme durable – Parcours prestataire formation = 41 018€ ;
 - Pole prospective attractivité rayonnement compétence – communication / professionnalisation = 565 213€ ;
 - Pôle observatoire et traitement de la Data touristique – enquête marketing / suivi de l'@réputation = 147 508€ ;
 - Pôle digital commercialisation plateforme explore Grand Est = 849 488€
- Région :
 - Subvention de fonctionnement = 2 258 605€ ;
 - Subvention d'investissement = 49 375€ ;
- Partenaires : Participations à des manifestations / salons = 44 543€

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Cotisations

6.1.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de la facture.

6.1.2 Produits de tiers financeurs

6.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

6.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;

Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.1.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.1.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation	1 650 528		6 856 041		37 892
Subvention d'investissement					

6.1.2.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	26 280€ TTC	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	26 280€ TTC	

7 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (1)

(1) « sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou l'établissement » (art.L212-15-1 du code du travail).

L'association a identifiée 2 personnes ayant le statut de cadre dirigeant.

Le montant des rémunérations et avantages en nature leur ayant été versé en 2024 s'élève à 209 342 €.

7.2 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Mise à disposition :

Le Conseil Régional Grand Est met, depuis novembre 2023, à disposition de l'association, au deuxième étage de la maison de la Région à Châlons en Champagne, des locaux à usage de bureaux d'une surface de 173 m² pour une valeur locative de 14 696 €/an et le montant des charges calculés au prorata des surfaces occupées (eau, électricité, chauffage) est de 6 037€, soit une valorisation totale de 20 733€.

Bénévolat :

L'association a quantifié les heures de bénévolat réalisées par les membres du jury de fleurissement au titre de 2024.

- Heures réalisées = 5 420 heures
- Valorisation retenue = 11.88€ (SMIC 2024 chargé)
- Temps valorisé = 64 389€